

RÉSUMÉ FINANCIER (en millions de dollars)	Chiffres réels 2011-2012	2012-2013		
		Plan budgétaire ¹	Perspect. actuelles	Variation en cours d'exercice
Revenus	109 773	112 573	113 823	1 250
Charges				
Programmes	112 660	115 774	114 722	(1 052)
Intérêt sur la dette ²	10 082	10 619	10 461	(158)
Total des charges	122 742	126 393	125 183	(1 210)
Réserve	–	1 000	500	(500)
EXCÉDENT/(DÉFICIT)	(12 969)	(14 820)	(11 859)	2 960

¹ Chiffres provenant du plan budgétaire de 2012 décrit dans la mise à jour financière du 25 avril 2012.

² Les charges liées à l'intérêt sur la dette ne comprennent pas les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 234 millions de dollars en 2011-2012 et à 248 millions de dollars en 2012-2013.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PERSPECTIVES FINANCIÈRES 2012-2013

Le gouvernement continue à prendre des mesures décisives pour éliminer le déficit. On prévoit actuellement que le déficit de la province pour 2012-2013 se chiffrera à 11,9 milliards de dollars, soit 2,5 milliards de dollars de moins que les projections du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario* de l'automne 2012 et 3,0 milliards de dollars de moins que les chiffres du budget de l'Ontario de 2012. Ces perspectives indiquent que le plan visant à éliminer le déficit donne des résultats.

Il s'agit du quatrième exercice de suite où le gouvernement dépasse ses objectifs financiers. Le déficit prévu de 11,9 milliards de dollars est de 52 % inférieur aux 24,7 milliards de dollars prévus à l'automne 2009, au creux de la récession mondiale. De plus, on estime que grâce aux mesures décisives prises par le gouvernement, le déficit accumulé est près de 20 milliards de dollars inférieur (ce qui représente 2,9 % du PIB) à ce qu'il aurait été si le gouvernement n'avait pas affiché des déficits moins élevés que prévu pour chacun des quatre derniers exercices.

La réduction de 3,0 milliards de dollars du déficit projeté pour cet exercice résulte des revenus plus élevés et des charges plus faibles que ce qui était prévu. Selon les perspectives pour 2012-2013, les revenus de la province devraient être supérieurs de 1 250 millions de dollars aux prévisions du budget de 2012 en raison surtout des revenus plus élevés générés par l'impôt des sociétés grâce à une assiette fiscale plus importante en 2011 et une hausse ponctuelle des revenus découlant des cotisations fiscales d'années précédentes.

Le gouvernement s'étant engagé à gérer la croissance des charges, on prévoit que les charges totales pour 2012-2013 seront de 1 210 millions de dollars inférieures aux prévisions du budget de 2012. Ces perspectives révisées découlent principalement des économies ponctuelles réalisées par le ministère de l'Éducation grâce à la réduction des obligations des conseils scolaires en ce qui a trait au remboursement des jours de maladie non utilisés, aux gratifications de retraite et aux droits acquis quant aux prestations pour services de santé accordées aux retraités pour les employés du secteur de l'éducation en vertu de la *Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves*. Elles découlent aussi des charges liées à l'intérêt sur la dette moins élevées que prévu.

Le budget de 2012 incluait une réserve de 1,0 milliard de dollars pour l'exercice 2012-2013 visant à protéger le plan financier contre les répercussions éventuelles de facteurs externes susceptibles de nuire au rendement financier de la province et à s'assurer que le gouvernement atteindrait ses objectifs financiers. Grâce à des revenus plus élevés et des charges moins élevées que ce qui était prévu, le gouvernement prévoit déjà qu'il dépassera son objectif de réduction du déficit pour l'exercice en cours et qu'il n'aura pas à puiser dans la réserve cette année. Par conséquent, 0,5 milliard de dollars de la réserve serviront à réduire les perspectives de déficit pour 2012-2013. Les 0,5 milliard de dollars qui restent pourront être utilisés pour faire face à des événements imprévus qui pourraient survenir d'ici la fin de l'exercice.

Le gouvernement a toujours maintenu que l'élimination du déficit reposait sur la gestion de la croissance des dépenses. C'est grâce aux mesures prises en ce sens que les déficits sont moins élevés que prévu. Le gouvernement a décelé 515 millions de dollars d'économies à réaliser au sein des ministères au cours du présent exercice; ce montant a été appliqué aux économies de fin d'exercice prévues dans le plan financier de 2012-2013. On peut avoir recours au solde courant de 355 millions de dollars des fonds de prévoyance non engagés pour combler les 250 millions de dollars qui restent pour atteindre ou dépasser l'objectif d'économies de fin d'exercice.

Bien que, selon ses projections, le gouvernement dépassera son objectif financier pour le quatrième exercice consécutif, l'élimination du déficit exige qu'on continue à prendre des mesures décisives pour exécuter le plan du gouvernement. Dans le cadre du plan, le budget de 2012 prévoyait des économies et des mesures de compression des coûts de 4 \$ pour chaque dollar supplémentaire de nouvelles mesures touchant les revenus, y compris près de 18 milliards de dollars d'économies et d'évitement des coûts sur trois ans. Le plan fonctionne, mais il y a encore du travail à faire.

L'incertitude économique qui persiste à l'échelle mondiale continuera de constituer un défi pour le plan financier de la province. Depuis la publication du budget de 2012, les attentes quant à la croissance économique mondiale ont diminué. La croissance est soumise à des risques considérables, dont la récession en Europe et l'incertitude financière et économique qui persiste aux États-Unis.

L'élimination du déficit demeure la mesure la plus importante que la province peut prendre pour assurer la croissance de l'économie et favoriser la création d'emplois. Une économie vigoureuse permet de continuer à fournir les meilleurs services d'éducation et de santé au monde, ici même en Ontario.

RÉSULTATS FINANCIERS

REVENUS DE 113,8 MILLIARDS DE DOLLARS

Les perspectives de revenus de 2012-2013, qui se chiffrent à 113 823 millions de dollars, sont de 1 250 millions de dollars supérieures aux projections du budget de 2012. Les variations des perspectives de revenus comprennent ce qui suit :

- ◆ Une diminution de 40 millions de dollars des revenus provenant de **l'impôt sur le revenu des particuliers**, l'augmentation plus faible des traitements et salaires n'étant que partiellement contrebalancée par une assiette fiscale plus importante en 2011.
- ◆ Une augmentation de 100 millions de dollars des revenus tirés de la **taxe de vente** en raison des estimations révisées de la taxe de vente harmonisée (TVH) par le gouvernement fédéral en décembre 2012, entraînant des coûts plus faibles que prévu pour les remboursements de la TVH, ce qui a été partiellement contrebalancé par des revenus bruts plus faibles générés par la TVH.
- ◆ Une augmentation de 1 090 millions de dollars des revenus provenant de **l'impôt des sociétés** en raison surtout d'une assiette fiscale de 2011 plus importante et d'une hausse ponctuelle découlant des cotisations fiscales d'années antérieures à 2011.
- ◆ Une diminution de 35 millions de dollars des revenus générés par **l'impôt-santé des employeurs** en raison de la croissance plus faible que prévu des traitements et salaires.
- ◆ Une diminution de 10 millions de dollars des revenus tirés de la **Contribution-santé de l'Ontario**.
- ◆ Une augmentation de 80 millions de dollars des revenus générés par les **droits de cession immobilière** en raison d'un marché du logement plus vigoureux que ce qui était prévu dans le budget de 2012.
- ◆ Une diminution de 145 millions de dollars des revenus tirés des **paiements tenant lieu d'impôts** en raison surtout des paiements tenant lieu d'impôts inférieurs versés par l'Ontario Power Generation (OPG) et les services municipaux d'électricité.
- ◆ Une augmentation de 15,3 millions de dollars des transferts du **gouvernement du Canada**, ce qui a été indiqué auparavant dans le document *Finances de l'Ontario du premier trimestre*, afin de prolonger l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés du ministère de la Formation et des Collèges et Universités. Cela a été contrebalancé entièrement par des charges correspondantes.
- ◆ Une augmentation de 195 millions de dollars des revenus nets combinés de **l'Ontario Power Generation** et d'**Hydro One Inc.** (HOI) en raison principalement des coûts moins élevés de l'OPG et d'HOI, des paiements tenant lieu d'impôts plus faibles que prévu et des revenus de transport supérieurs de l'HOI.
- ◆ Une diminution de 1,0 million de dollars au titre des **autres revenus non fiscaux**, ce qui a été indiqué auparavant dans le document *Finances de l'Ontario du premier trimestre*, découlant des revenus réduits associés à la Société de gestion forestière Nawiinginiima. Cela a été contrebalancé par une réduction correspondante des charges.
- ◆ Une augmentation de 1,0 million de dollars au titre des **autres revenus non fiscaux**, en raison surtout de l'instauration de droits d'inscription uniques pour les activités commerciales admissibles en vertu du Registre environnemental des activités et des secteurs.

RÉSULTATS FINANCIERS

TOTAL DES CHARGES DE 125,2 MILLIARDS DE DOLLARS

Les charges totales prévues pour 2012-2013 s'établissent à 125 182,6 millions de dollars, soit 1 210,2 millions de dollars de moins que les prévisions du budget de 2012. Les variations des perspectives de charges depuis la publication du budget de 2012 comprennent ce qui suit :

- ◆ Une diminution de 1 071,5 millions de dollars pour le **ministère de l'Éducation** à la suite d'un redressement comptable en cours d'exercice en raison de la réduction des obligations des conseils scolaires en ce qui a trait au remboursement des jours de maladie non utilisés, aux gratifications de retraite et aux droits acquis quant aux prestations pour services de santé accordées aux retraités pour les employés du secteur de l'éducation en vertu de la *Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves*.
- ◆ Une augmentation ponctuelle de 42,0 millions de dollars pour le **ministère des Services sociaux et communautaires** visant à aider les municipalités admissibles à élaborer et mettre en œuvre leurs plans liés à l'Initiative de prévention de l'itinérance dans les collectivités.
- ◆ Une augmentation de 40,0 millions de dollars pour le **ministère de l'Énergie** découlant d'une entente conclue avec TransCanada Energy, qui a été signalée auparavant, en ce qui a trait aux coûts irrécupérables liés au déménagement de la centrale au gaz naturel d'Oakville.
- ◆ Une augmentation de 5,4 millions de dollars pour le **ministère des Affaires municipales et du Logement** en vue de fournir une aide financière à la collectivité de Wawa afin qu'elle puisse rebâtir et se remettre des dommages subis lors de l'inondation du 25 octobre 2012.
- ◆ Une augmentation de 84,0 millions de dollars pour le **ministère des Richesses naturelles** en vue d'offrir des mesures urgentes de lutte contre les incendies de forêt, dont 72 millions de dollars qui ont été indiqués auparavant dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario* de l'automne 2012, afin d'offrir des ressources supplémentaires pendant la saison des incendies de 2012.
- ◆ Une augmentation de 16,0 millions de dollars pour le **ministère des Affaires municipales et du Logement** afin d'offrir du secours aux sinistrés de la ville de Thunder Bay, du canton de Conmee et de la municipalité d'Oliver Paipoonge, à la suite des inondations de la fin du mois de mai, ce qui a été indiqué auparavant dans le document *Finances de l'Ontario du premier trimestre*.
- ◆ Une augmentation nette de 4,0 millions de dollars pour **divers ministères** découlant de changements tels que des transferts interministériels et du reste des autres changements subis par les charges des ministères.
- ◆ Une diminution nette de 145,4 millions de dollars des **fonds de prévoyance** en vue de contrebalancer les hausses de charges liées : au secours aux sinistrés accordé à la ville de Thunder Bay, au canton de Conmee et à la municipalité d'Oliver Paipoonge; aux mesures urgentes de lutte contre les incendies de forêt; à l'entente conclue avec TransCanada Energy, qui a été signalée auparavant, en ce qui a trait aux coûts irrécupérables liés au déménagement de la centrale au gaz naturel d'Oakville; à l'aide financière accordée à la collectivité de Wawa afin qu'elle puisse rebâtir et se remettre des dommages subis lors de l'inondation du 25 octobre 2012; à l'aide accordée aux municipalités admissibles pour l'élaboration et la mise en œuvre de leurs plans liés à l'Initiative de prévention de l'itinérance dans les collectivités.
- ◆ Une augmentation de 15,3 millions de dollars par suite d'un transfert de fonds fédéraux qui avaient été versés au **ministère de la Formation et des Collèges et Universités** pour prolonger l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, ce qui a été indiqué auparavant dans le document *Finances de l'Ontario du premier trimestre*.
- ◆ Les charges liées à l'intérêt sur la dette sont inférieures de 158,0 millions de dollars aux prévisions du budget de 2012, en raison surtout de l'incidence de taux d'intérêt moins élevés que prévu et de l'amélioration des prévisions du déficit pour 2012-2013.

RÉSULTATS FINANCIERS**ÉCONOMIES RÉALISÉES AU SEIN DES MINISTÈRES EN COURS D'EXERCICE JUSQU'À PRÉSENT**

Depuis la publication du budget de 2012, le gouvernement a repéré 515 millions de dollars d'économies à réaliser au sein des ministères au cours du présent exercice, dont 300 millions de dollars au sein du ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Ce montant a été appliqué aux économies de fin d'exercice prévues dans le plan financier de 2012-2013. En outre, des économies de 35 millions de dollars ont été décelées au sein des ministères au cours du troisième trimestre et ce montant a été affecté aux fonds de prévoyance pour aider à atténuer les risques liés aux charges qui pourraient avoir une incidence négative sur les résultats. On peut avoir recours au solde courant de 355 millions de dollars des fonds de prévoyance non engagés pour combler les 250 millions de dollars qui restent pour atteindre ou dépasser l'objectif d'économies de fin d'exercice.

RÉSERVE DE 0,5 MILLIARD DE DOLLARS

Le budget de 2012 incluait une réserve de 1,0 milliard de dollars pour l'exercice 2012-2013 visant à protéger le plan financier contre les répercussions éventuelles de facteurs externes susceptibles de nuire au rendement financier de la province et à aider à faire en sorte que le gouvernement atteigne son objectif financier. Puisque le gouvernement prévoit déjà dépasser son objectif de réduction du déficit pour l'exercice en cours, il ne devrait pas avoir à puiser dans la réserve cette année. Par conséquent, 0,5 milliard de dollars de la réserve serviront à réduire les perspectives de déficit pour 2012-2013. Les 0,5 milliard de dollars qui restent pourront être utilisés pour faire face à des événements imprévus qui pourraient survenir d'ici la fin de l'exercice.

Principales statistiques financières et économiques¹
 (en millions de dollars)

	2008- 2009	2009-2010 ²	2010-2011	Chiffres réels 2011-2012	Perspect. actuelles 2012-2013
Revenus	97 532	96 313	107 175	109 773	113 823
Charges					
Programmes	95 375	106 856	111 706	112 660	114 722
Intérêt sur la dette ³	8 566	8 719	9 480	10 082	10 461
Total des charges	103 941	115 575	121 186	122 742	125 183
Réserve	–	–	–	–	500
Excédent/(Déficit)	(6 409)	(19 262)	(14 011)	(12 969)	(11 859)
Dettes nettes ⁴	169 585	193 589	214 511	235 582	255 115
Déficit accumulé	113 238	130 957	144 573	158 410	170 269
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché ⁵	604 164	593 916	625 045	654 561	675 507
Revenu des ménages	412 183	410 562	424 170	438 093	450 009
Population de l'Ontario (en milliers) – 1 ^{er} juillet	12 932	13 069	13 224	13 366	13 506
Dettes nettes par habitant (en dollars)	13 113	14 813	16 222	17 625	18 889
Revenu des ménages par habitant (en dollars)	31 872	31 415	32 076	32 776	33 319
Intérêt sur la dette en pourcentage des revenus	8,8	9,1	8,8	9,2	9,2
Dettes nettes en pourcentage du PIB ⁵	28,1	32,6	34,3	36,0	37,8
Déficit accumulé en pourcentage du PIB ⁵	18,7	22,0	23,1	24,2	25,2

¹ Les revenus et les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la présentation révisée des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires, conformément aux explications présentées dans le budget de l'Ontario de 2010, de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'organismes du gouvernement qui est décrite dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011* et de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'un certain nombre de dépenses fiscales (transferts ou subventions) qui est décrite dans le budget de 2012.

² Depuis 2009-2010, les investissements dans les immobilisations corporelles moins importantes appartenant à la province sont également inscrits à l'actif et amortis dans les charges. Sont comptabilisées selon la même méthode toutes les immobilisations appartenant à des organismes dont les résultats sont consolidés.

³ L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 148 millions de dollars en 2009-2010, à 203 millions de dollars en 2010-2011, à 234 millions de dollars en 2011-2012 et à 248 millions de dollars en 2012-2013.

⁴ Depuis 2009-2010, la dette nette comprend la dette nette des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges conformément aux normes du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public.

⁵ Les chiffres du produit intérieur brut sont fondés sur la nouvelle norme internationale révisée pour les comptes économiques de Statistique Canada – SCN 2008 (Système de comptabilité nationale), qui comporte des améliorations sur le plan de la conception, de la classification et de la méthodologie.

Sources : ministère des Finances de l'Ontario et Statistique Canada.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'ONTARIO

L'économie de l'Ontario continue d'afficher une croissance malgré les défis à l'échelle mondiale, mais le rythme de cette croissance est toujours modeste. Depuis la publication du budget de 2012, les attentes quant à la croissance économique mondiale ont diminué. La situation économique s'est aggravée en Europe, la croissance des économies de marché en émergence a ralenti, et les perspectives économiques des États-Unis demeurent incertaines. Selon la moyenne des prévisions des économistes du secteur privé, le PIB réel de l'Ontario devrait augmenter de 2,0 % en 2012, ce qui représente une légère hausse comparativement au pourcentage de 1,9 % prévu au moment de la publication du budget de 2012. Cependant, les prévisions du secteur privé relativement à la croissance en 2013 ont été ramenées en moyenne à 1,8 %, soit une baisse comparativement au pourcentage de 2,3 % prévu au moment de la publication du budget. Les perspectives sont soumises à des risques considérables, dont la récession en Europe et l'incertitude financière et économique qui persiste aux États-Unis.

PIB RÉEL DE L'ONTARIO

- ◆ Au cours du troisième trimestre de l'année civile 2012, le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 0,1 %, faisant suite à des augmentations de 0,6 % au cours des premier et deuxième trimestres. Le PIB réel de l'Ontario s'est accru de 8,4 % au cours des trois dernières années depuis la fin de la récession au deuxième trimestre de 2009, et il est supérieur de 3,4 % au niveau d'avant la récession affiché au deuxième trimestre de 2008.

MARCHÉ DU TRAVAIL

- ◆ Le secteur de l'emploi a augmenté de 0,5 % en Ontario durant le quatrième trimestre de 2012, après avoir connu un gain de 0,2 % aux deuxième et troisième trimestres. En date de décembre 2012, l'Ontario avait 145 200 emplois de plus (+2,2 %) que le sommet affiché avant la récession en septembre 2008.
- ◆ Le taux de chômage était de 7,9 % en décembre, ce qui est bien inférieur au taux le plus élevé enregistré durant la récession en juin 2009, qui était de 9,4 %.

VENTES AU DÉTAIL

- ◆ Les ventes au détail de l'Ontario ont augmenté de 0,3 % au cours du troisième trimestre, suivant une baisse de 1,0 % au cours du trimestre précédent. Ces ventes ont été en hausse de 2,2 % pendant les 10 premiers mois de 2012, comparativement à la même période en 2011.

INFLATION

- ◆ L'indice des prix à la consommation (IPC) de l'Ontario a augmenté de 0,8 % (d'une année sur l'autre) durant le troisième trimestre de 2012. Il s'agit du taux de croissance le plus faible affiché depuis le quatrième trimestre de 2009. La hausse plus faible du taux d'inflation durant le trimestre est attribuable en partie aux prix moins élevés de l'énergie.

MARCHÉ DU LOGEMENT

- ◆ Les reventes de logements de l'Ontario ont diminué de 1,2 % au cours du quatrième trimestre, après avoir connu une baisse de 7,4 % au cours du trimestre précédent. Le taux annuel de revente de logements dans la province a diminué de 2,1 % en 2012.
- ◆ Les mises en chantier de logements ont diminué de 12,2 % dans la province au cours du quatrième trimestre, suivant une diminution de 3,8 % au cours du trimestre précédent.

VENTES DE BIENS MANUFACTURÉS ET EXPORTATIONS INTERNATIONALES

- ◆ Les ventes de biens manufacturés de l'Ontario ont diminué de 0,7 % au troisième trimestre de 2012, à la suite d'une augmentation de 4,1 % au deuxième trimestre. Depuis le début de l'exercice, les ventes de biens manufacturés ont augmenté de 6,8 % comparativement aux 10 premiers mois de 2011.
- ◆ Au cours du troisième trimestre de 2012, la valeur des exportations internationales de l'Ontario (selon les données douanières¹) a diminué de 3,4 %, faisant suite à une hausse de 3,0 % au trimestre précédent. Les importations internationales de biens de l'Ontario ont diminué de 3,8 % au troisième trimestre, faisant suite à une baisse de 0,9 % au deuxième trimestre.

¹ Données désaisonnalisées par le ministère des Finances de l'Ontario.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES
(variation désaisonnalisée en pourcentage par rapport à la période précédente,
sauf indication contraire)

		Données annuelles		Données trimestrielles				
		2010	2011	3 ^e trim. 2011	4 ^e trim. 2011	1 ^{er} trim. 2012	2 ^e trim. 2012	3 ^e trim. 2012
Produit intérieur brut								
PIB réel ¹	Ontario	3,2	2,0	0,9	0,4	0,6	0,6	0,1
PIB nominal ²	Ontario	5,2	4,7	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.
		Données annuelles		Données mensuelles 2012				
		2010	2011	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Autres indicateurs (désaisonnalisés)								
Marché du travail								
Population active (variation en milliers)		89,3	65,1	(22,0)	31,6	15,5	3,2	36,2
Emploi (variation en milliers)		108,0	121,3	(24,9)	31,1	(9,9)	32,0	32,9
Taux de chômage (%)		8,7	7,8	8,0	7,9	8,3	7,9	7,9
Secteur des ménages								
Ventes au détail		5,4	3,6	0,7	0,0	0,5	N.D.	N.D.
Mises en chantier de logements ³		20,0	12,2	17,9	(18,3)	(3,3)	(14,0)	31,1
Reventes de logements		(0,2)	2,7	(6,6)	3,0	1,2	(3,7)	1,4
Ventes de biens manufacturés								
Matériel de transport		11,2	6,0	1,1	(1,2)	(3,4)	N.D.	N.D.
Indice des prix à la consommation⁴								
		2,5	3,1	1,0	0,7	1,0	0,7	N.D.

¹ Mesuré selon les industries et à des prix de base.

² Le PIB nominal trimestriel sera rendu public en avril 2013 dans les estimations des Comptes économiques de l'Ontario du quatrième trimestre de 2012.

³ Les mises en chantier mensuelles de logements sont exprimées sous forme de taux annuels désaisonnalisés.

⁴ Variation en pourcentage par rapport aux chiffres enregistrés un an auparavant, données non désaisonnalisées.

N.D. = Données non disponibles.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Association canadienne de l'immeuble.

FINANCES DE L'ONTARIO
TABLEAUX FINANCIERS

REVENUS

(en millions de dollars)	Chiffres réels 2011-2012	2012-2013		
		Plan budgétaire ¹	Perspect. actuelles	Variation en cours d'exercice
Revenus fiscaux				
Impôt sur le revenu des particuliers	24 548	26 085	26 045	(40)
Taxe de vente	20 159	21 135	21 235	100
Impôt des sociétés	9 944	10 798	11 888	1 090
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires ²	5 765	5 631	5 631	–
Impôt-santé des employeurs	5 092	5 149	5 114	(35)
Contribution-santé de l'Ontario	2 916	3 098	3 088	(10)
Taxe sur l'essence	2 380	2 371	2 371	–
Droits de cession immobilière	1 432	1 374	1 454	80
Taxe sur le tabac	1 150	1 185	1 185	–
Taxe sur les carburants	710	724	724	–
Taxe sur la bière et le vin	561	557	557	–
Paiements tenant lieu d'impôts (électricité)	367	555	410	(145)
Autres impôts et taxes	574	460	460	–
	75 598	79 123	80 163	1 040
Gouvernement du Canada				
Transfert canadien en matière de santé	10 705	11 378	11 378	–
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 469	4 596	4 596	–
Péréquation	2 200	3 261	3 261	–
Programmes relatifs à l'infrastructure	362	204	204	–
Programmes relatifs au marché du travail	904	897	912	15
Logement social	489	476	476	–
Fonds pour la réduction des temps d'attente	97	97	97	–
Autres paiements fédéraux	2 079	867	867	–
	21 305	21 776	21 791	15
Entreprises publiques				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 882	1 737	1 737	–
Régie des alcools de l'Ontario	1 659	1 673	1 673	–
Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc.	872	655	850	195
	4 413	4 065	4 260	195
Autres revenus non fiscaux				
Remboursements	831	990	990	–
Droits – permis de conduire et immatriculation des véhicules	1 075	1 163	1 163	–
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	952	946	946	–
Recouvrements – Contrats d'achat d'électricité	1 372	1 262	1 262	–
Ventes et locations	1 193	1 068	1 068	–
Autres droits et permis	776	819	820	1
Réduction nette du passif lié aux conventions d'achat d'électricité	317	263	263	–
Redevances	200	204	203	(1)
Autres revenus non fiscaux	1 741	894	894	–
	8 457	7 609	7 609	–
TOTAL DES REVENUS	109 773	112 573	113 823	1 250

¹ Chiffres provenant du plan budgétaire de 2012 décrit dans la mise à jour financière du 25 avril 2012.

² Les revenus tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires ne comprennent pas le volet impôts fonciers du crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers, ni la Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

TOTAL DES CHARGES

(en millions de dollars)	Chiffres réels 2011-2012	2012-2013		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire ¹	Perspectives actuelles	
Charges des ministères				
Affaires autochtones ²	68	75,8	68,9	(6,9)
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales ²	1 029	1 124,9	1 124,9	(0,0)
Procureur général	1 699	1 731,6	1 730,6	(1,0)
Commission de régie interne ³	271	197,4	197,4	–
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 949	4 083,1	4 087,4	4,3
Affaires civiques et Immigration ²	111	115,0	119,9	4,9
Services sociaux et communautaires	9 361	10 022,7	9 808,3	(214,5)
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2 174	2 314,8	2 313,4	(1,4)
Services aux consommateurs	19	20,4	20,4	(0,0)
Développement économique et Innovation	961	955,3	933,0	(22,4)
Éducation ²	22 925	23 892,1	23 890,9	(1,2)
Énergie ²	498	362,1	400,4	38,3
Environnement	537	485,7	484,8	(1,0)
Bureaux du corps exécutif	31	31,4	31,4	(0,0)
Finances ²	1 022	1 104,3	1 078,9	(25,4)
Office des affaires francophones	5	5,1	5,1	–
Services gouvernementaux ²	1 051	1 018,0	1 026,4	8,3
Santé et Soins de longue durée	46 476	48 334,3	48 025,7	(308,6)
Infrastructure ²	331	277,7	232,5	(45,2)
Travail ²	185	190,9	192,5	1,6
Affaires municipales et Logement ²	828	585,5	819,4	233,9
Richesses naturelles ²	699	687,1	698,2	11,0
Développement du Nord et Mines	729	771,3	766,1	(5,2)
Tourisme, Culture et Sport ²	1 181	1 105,9	1 108,5	2,6
Formation, Collèges et Universités ²	7 128	7 508,6	7 431,2	(77,4)
Transports	2 339	2 587,3	2 544,4	(42,9)
Intérêt sur la dette ⁴	10 082	10 619,0	10 461,0	(158,0)
Autres charges ²	7 053	6 950,5	5 831,2	(1 119,3)
Économies de fin d'exercice ⁵	–	(765,0)	(249,9)	515,1
TOTAL DES CHARGES	122 742	126 392,8	125 182,6	(1 210,2)

¹ Chiffres provenant du plan budgétaire de 2012 décrit dans la mise à jour financière du 25 avril 2012.

² Le détail des autres charges des ministères se trouve dans le tableau intitulé Autres charges.

³ Les chiffres réels de 2011-2012 comprennent les charges liées à l'élection générale de 2011.

⁴ Les charges liées à l'intérêt sur la dette ne comprennent pas les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 234 millions de dollars en 2011-2012 et à 248 millions de dollars en 2012-2013.

⁵ Comme par les années passées, les économies de fin d'exercice témoignent de la sous-utilisation prévue des fonds traditionnellement constatée en fin d'exercice et attribuable à différents facteurs comme les économies réalisées dans les programmes ou encore des modifications aux plans de démarrage ou de mise en œuvre de projets.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

AUTRES CHARGES

(en millions de dollars)	Chiffres réels 2011-2012	2012-2013		
		Plan budgétaire ¹	Perspectives actuelles	Variation en cours d'exercice
Charges des ministères				
Affaires autochtones				
Investissements ponctuels – Règlements	28	–	–	–
Agriculture, Alimentation et Affaires rurales				
Investissements ponctuels dans l'infrastructure	247	–	–	–
Affaires civiques et Immigration				
Investissements de durée limitée pour les Jeux panaméricains et parapanaméricains	59	319,6	311,8	(7,8)
Éducation				
Économies ponctuelles – <i>Loi de 2012 donnant la priorité aux élèves</i>	–	–	(1 071,5)	(1 071,5)
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ²	523	850,0	850,0	–
Énergie				
Prestation ontarienne pour l'énergie propre	1 033	1 070,0	1 070,0	–
Finances				
Soutien à la transition à la taxe de vente harmonisée	1 440	–	–	–
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	598	592,2	592,2	–
Fonds de prévoyance – fonctionnement	–	400,0	254,6	(145,4)
Coûts des contrats d'approvisionnement en électricité	1 375	1 262,0	1 262,0	–
Fonds de transition	–	500,0	500,0	–
Services gouvernementaux				
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs	1 300	1 545,0	1 545,0	–
Réduction des dépenses consacrées aux consultants	–	(20,0)	(20,0)	–
Infrastructure				
Fonds de prévoyance – immobilisations	–	100,0	100,0	–
Travail				
Bureau de la prévention	–	108,8	108,8	–
Affaires municipales et Logement				
Investissements de durée limitée dans le parc de logements sociaux et abordables des municipalités	59	155,2	155,2	–
Aide provisoire	9	3,0	24,4	21,4
Richesses naturelles				
Mesures urgentes de lutte contre les incendies de forêt	209	64,7	148,7	84,0
Tourisme, Culture et Sport				
Investissements de durée limitée dans le programme de sport	37	–	–	–
Investissements ponctuels	3	–	–	–
Formation, Collèges et Universités				
Investissements de durée limitée	133	–	–	–
TOTAL DES AUTRES CHARGES	7 053	6 950,5	5 831,2	(1 119,3)

¹ Chiffres provenant du plan budgétaire de 2012 décrit dans la mise à jour financière du 25 avril 2012.

² Les montants tiennent compte des charges du CCSP en matière de retraite. Les cotisations de contrepartie de l'Ontario au Régime ont atteint 1 344 millions de dollars en 2011-2012 et 1 459 millions de dollars en 2012-2013.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

DÉPENSES LIÉES À L'INFRASTRUCTURE EN 2012-2013

(en millions de dollars)	Dépenses totales réelles liées à l'infrastructure 2011-2012	Perspectives actuelles 2012-2013		
		Investissement dans les immobilisat. ¹	Transferts et autres dépenses – infrastructure ²	Dépenses totales liées à l'infrastructure
Secteur				
Transports				
Transport en commun	2 300	2 121	422	2 543
Routes provinciales	1 746	2 398	–	2 398
Autres – Transports ³	708	681	93	774
Santé				
Hôpitaux	2 787	2 798	127	2 925
Autres – santé	256	159	163	322
Éducation ⁴	1 717	2 017	72	2 089
Postsecondaire				
Collèges	457	204	–	204
Universités	194	–	112	112
Eau/Environnement	211	44	155	199
Infrastructure municipale et locale	794	32	664	696
Justice	852	726	85	811
Autre	663	506	268	774
Total partiel	12 684	11 685	2 160	13 845
Moins : contributions d'autres partenaires ⁵	1 268	1 018	–	1 018
Total sans les contributions des partenaires	11 417	10 667	2 160	12 827
Moins : autres apports en capital ⁶	438	160	175	335
TOTAL DES DÉPENSES PROVINC.⁷	10 979	10 507	1 985	12 492

¹ Les investissements dans les immobilisations comprennent les intérêts incorporés durant la construction d'immobilisations corporelles se chiffrant à 248 millions de dollars.

² Consistent principalement en transferts pour immobilisations aux municipalités et aux universités et en dépenses pour la réparation de biens d'immobilisation.

³ Comprennent les activités de planification liées aux routes, l'acquisition de biens, les aires de service autoroutières et d'autres programmes d'infrastructure (p. ex., routes municipales et locales, aéroports dans les régions éloignées).

⁴ Comprend un redressement ponctuel de 248 millions de dollars en 2011-2012 lié aux subventions d'immobilisations de 2010-2011, montant entièrement contrebalancé par les revenus recouverts auprès du secteur des conseils scolaires.

⁵ Contributions de tiers aux investissements dans les immobilisations des écoles, des collèges, des hôpitaux et des organismes provinciaux consolidés.

⁶ Surtout les transferts du gouvernement fédéral pour les investissements dans les immobilisations.

⁷ Le total des dépenses provinciales liées à l'infrastructure comprend des investissements dans les immobilisations s'élevant à 9,5 milliards de dollars pour 2011-2012.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DE L'ONTARIO 2012-2013

PROVINCE ET SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (en millions de dollars)

	Chiffres réels 2011-2012	2012-2013		Variation en cours d'exercice
		Plan budgétaire ¹	Perspect. actuelles	
Déficit/(Excédent)	12 969	14 820	11 859	(2 960)
Investissement dans les immobilisations	9 493	10 507	10 507	–
Redressements sans effet sur la trésorerie	(1 615)	(3 832)	(2 260)	1 572
Prêts/Investissements nets	1 797	1 134	1 298	164
Dettes arrivant à échéance	13 709	17 287	17 287	–
Rachats de titres de créance	264	300	300	–
Total – Besoins en matière de financement	36 617	40 216	38 991	(1 224)
Emprunts auprès du Régime de pensions du Canada	(1 079)	(775)	(775)	–
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	691	(2 996)	(2 996)	–
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents	(4 552)	(305)	(1 230)	(926)
Échéance des rachats de titres 2011-2012	–	(1 200)	(1 200)	–
Provision pour rachats de titres	3 200	–	1 700	1 700
TOTAL DES BESOINS D'EMPRUNT À LONG TERME SUR LES MARCHÉS PUBLICS	34 877	34 940	34 490	(450)

¹ Chiffres provenant du plan budgétaire de 2012 décrit dans la mise à jour financière du 25 avril 2012.

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

MISE À JOUR SUR LES EMPRUNTS (AU 15 JANVIER 2013) (en milliards de dollars)

	Contractés	Restants	Total
Province	28,7	3,9	32,6
Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario	1,4	0,5	1,9
TOTAL	30,1	4,4	34,5

Nota : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

- ♦ Au 15 janvier 2013, 30,1 milliards de dollars avaient été empruntés à long terme sur les marchés publics :

(en milliards de dollars)	
Obligations d'épargne de l'Ontario	0,8
Émissions sur le marché canadien	20,6
Émissions sur le marché international/américain/autres	8,7
	30,1

- ♦ Le total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics, se chiffrant à 34,5 milliards de dollars, est inférieur de 0,5 milliard de dollars aux chiffres du budget de 2012. Même si le déficit est moins élevé, les emprunts devant être contractés à long terme sur les marchés publics par la province restent les mêmes que ce qui est indiqué dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario* de l'automne 2012, afin de tirer profit des taux d'intérêt historiquement faibles.
- ♦ Les réserves liquides plus considérables résultant des déficits moins élevés en 2011-2012 et 2012-2013 permettront à la province de réduire ses emprunts à long terme sur les marchés publics en 2013-2014 de 2,7 milliards de dollars par rapport aux chiffres du budget de 2012 et de 1,0 milliard de dollars par rapport à ceux du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario* de l'automne 2012.